



Un collaborateur du Réseau Voltaire incarcéré à Berlin

Répression politique

Par [Voltaire](#)

Mondialisation.ca, 10 juin 2008

[Réseau Voltaire](#) 10 juin 2008

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

La répression contre le Réseau Voltaire se poursuit. Jürgen Cain Külbel, vient d'être incarcéré à Berlin. Les arguties juridiques employées pour le condamner ne masquent pas l'intention politique de cette décision : notre collaborateur avait démontré que le chef de la mission d'enquête de l'ONU sur l'assassinat de Rafic Hariri avait des liens financiers avec les assassins, et que son principal assistant est un agent de la CIA impliqué dans des enlèvements en Europe.



La prison berlinoise où a été incarcéré le journaliste Jürgen Cain Külbel, coupable d'avoir révélé l'action de la CIA dans l'assassinat de Rafic Hariri, l'organisation de la fausse piste syrienne, et la manipulation de la Commission d'enquête de l'ONU.

Jürgen Cain Külbel, collaborateur du Réseau Voltaire, a été incarcéré à Berlin. Il lui est reproché d'avoir violé une décision du Tribunal des référés en maintenant un lien actif sur son site Internet vers un article de *Voltaire.net.org* [[1](#)]

Cette affaire rocambolesque est une machination de plus de la CIA pour intimider Jürgen Cain Külbel et les collaborateurs du Réseau Voltaire. Voici le mécanisme de cette opération :

Ancien enquêteur de la police est-allemande, Jürgen Cain Külbel a conduit, en tant que journaliste, une enquête indépendante sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais,

Rafic Hariri. Il a publié ses conclusions dans un livre édité en allemand et en arabe : *Le Dossier Hariri* [2]. Il y reprend et approfondi des éléments déjà présentés par le Réseau Voltaire [3]. Thierry Meyssan avait montré qu'une association d'opposants libanais en exil, l'U.S. Committee for a Free Lebanon (USCFL), avait connaissance à l'avance du crime et avait immédiatement lancé une campagne de communication visant à détourner les soupçons vers la Syrie [4]. L'USCFL, que la CIA destinait à former un gouvernement fantôme au Liban en cas d'intervention militaire US, est donc complice, au moins passivement, du meurtre. Talaat Ramih avait montré que l'ancien procureur allemand Detlev Mehlis, devenu chef de la mission d'enquête des Nations Unies, avait été employé par le Washington Institute for Near East Policy (WINEP) [5]. En relevant que l'USCFL est une émanation du WINEP, Jürgen Cain Külbel a montré que le chef de la mission de l'ONU était un ancien employé de personnes impliquées dans le meurtre sur lequel il était chargé d'enquêter. Continuant sur sa lancée, il a établi le rôle de l'assistant principal de Detlev Mehlis, le commissaire principal Gerhard Lehmann, dans les enlèvements perpétrés par la CIA en Europe depuis 2001. M. Lehmann a ainsi été formellement reconnu par une des victimes, Khaled El-Masri [6]. Plusieurs éléments laissent à penser que M. Lehmann pourrait également être impliqué dans la « disparition » à Paris du témoin clé de l'affaire Hariri, Zuhair As-Siddik, le 13 mars dernier [7]

Dès la publication de son livre en allemand, Jürgen Cain Külbel a été approché par un militant palestinien connu résidant en Allemagne, Said Dudin, qui s'est proposé d'éditer l'ouvrage en arabe et d'en assurer la promotion. Mais lorsque M. Külbel est venu à Damas, donner une conférence à la Bibliothèque nationale syrienne, à l'invitation de Syria Alghad (institut de recherche politique membre du Réseau Voltaire), M. Dudin a fait son possible pour discréditer son auteur. L'éditeur a exhorté l'assistance à attaquer les ambassades occidentales et a multiplié les déclarations incendiaires pour déplacer l'attention des médias.



Conférence de Jürgen Cain Külbel, le 8 mai 2006, à la Bibliothèque nationale syrienne (Damas).

De retour en Allemagne, Jürgen Cain Külbel a tenté d'en savoir plus sur ce saboteur. Il a alors découvert que le prétendu militant de la cause palestinienne était le fils de Mustafa Dudin, un agent secret israélien placé directement sous le commandement du général Ariel

Sharon. Découvert, Mutafa Dudin avait été exécuté par la Résistance. Poursuivant ses recherches, Jürgen Cain Külbel découvrit dans les archives de la Stasi, l'ancienne police politique est-allemande, des documents attestant que Said Dudin lui-même était de longue date un agent de la CIA infiltré dans la gauche radicale allemande. Ces documents ont été publiés sur Voltaire.net.org [8].

Introduisant une action judiciaire en référé, Said Dudin a obtenu que le Tribunal de Berlin enjoigne M. Külbel de ne plus faire mention d'aucune manière que ce soit de l'incident survenu à Damas, des fonctions de son père dans les services israéliens et de ses fonctions personnelles à la CIA. Obéissant à la Raison d'État, le Tribunal n'a retenu que les témoignages produits par M. Dudin et a écarté ceux produits M. Külbel, y compris celui du prince Issa El-Ayoubi, vice-président du Réseau Voltaire et petit-neveu du fondateur de la République arabe syrienne, qui avait assisté à l'incident de Damas où il s'était opposé à M. Dudin. En outre, le Tribunal a écarté les documents de la Stasi en vertu d'une loi allemande d'amnistie qui fait interdiction de leur mention.

Or, Jürgen Cain Külbel ayant ultérieurement maintenu sur son site Internet personnel un lien actif vers celui du Réseau Voltaire qui contient les documents illégalement rendus publics de la Stasi, le Tribunal l'a condamné à 15 jours de prison ferme pour violation de son injonction.

Notes

[1] Page incriminée : « [Le journaliste d'investigation face aux manipulations des services secrets](#) », entretien de Jürgen Cain Külbel avec Silvia Cattori, *Réseau Voltaire*, 30 juillet 2007.

[2] *Mordakte Hariri, Unterdrückte Spuren im Libanon* par Jürgen Cain Külbel, édition Zeitgeschichte Band 34, 2006 (ISBN 3-89706-860-5).

[3] « [Attentat contre Rafic Hariri : Une enquête biaisée ?](#) », par Silvia Cattori, *Réseau Voltaire*, 15 septembre 2006.

[4] « [Les plans de l'US Committee for a Free Lebanon](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 8 mars 2005.

[5] « [La commission Mehlis discréditée](#) », par Talaat Ramih, *Réseau Voltaire*, 9 décembre 2005.

[6] [Allégations de détentions secrètes et de transferts illégaux de détenus concernant des États membres du Conseil de l'Europe](#), rapport de Dick Marty au Conseil de l'Europe, 12 juin 2006, [§ 99 et 130](#).

[7] « [Kouchner a « perdu » le témoin-clé de l'enquête Hariri](#) », par Jürgen Cain Külbel, *Réseau Voltaire*, 21 avril 2008.

[8] Ibid.

Articles Par : [Voltaire](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca